

Août 1974, vol 15, No 3

p. 96-127


Y - JUCA - PIRAMAL'Indien: Celui qui doit mourirAppel pressant des évêques
et des missionnaires du Brésil.
A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire
de la Déclaration Universelle des Droits Humains,affrontés à notre conscience, à notre mission
et au choc de la réalité qui nous entoure,nous livrons à la conscience nationale,
et en particulier,
à tous ceux qui communient avec nous à la même espérance,

ce manifeste pressant

sur la condition dramatique
des peuples indigènes du Brésil.

25 décembre 1973

NOEL: NAISSANCE DE JESUS

NOEL: NAISSANCE DE L'HOMME



DOCUMENT D'URGENCE SIGNE PAR LES EVEQUES ET LES MISSIONNAIRES SUIVANTS:

Mgr. Maximo Biennès
Evêque de Cáceres - MT

Mgr. Hélio Campos
Evêque de Viana - MA

Mgr. Estevão Cardoso de Avellar
Evêque de Marabá - PA

Mgr. Pedro Casaldáliga
Evêque de São Félix - MT

Mgr. Tomás Balduino
Evêque de Goiás - GO

Mgr. Agostinho José Sartori
Evêque de Palmas - PR

Frère Gil Gomes Leitão
Missionnaire à Marabá - PA

Père Antonio Iasi
Missionnaire à Diamantino - MT

Frère Domingos Maia Leite
Missionnaire à Conceição do Araguaia - PA

Père Antonio Canuto
Missionnaire à São Félix - MT

Père Leonildo Brustolin
Missionnaire à Palmas - PR

Père Tomás Lisboa
Missionnaire à Diamantino - MT

1.- SITUATION DES PEUPLES INDIGENES DU BRESIL

Les évêques de la région de l'Extrême-Ouest ont fait, le 12 novembre 1972, la déclaration suivante: "Nous assistons, dans tout le pays, à l'invasion et à la spoliation graduelle des terres des Indiens. On ne leur reconnaît pratiquement aucun droit humain, ce qui les conduit lentement à la mort tant culturelle que biologique. Ainsi en a-t-il été de plusieurs tribus brésiliennes." (1)

Voici ce que disait le document signé à Curitiba par 80 hommes de science: "Ceux qui signent le présent document, qu'ils soient liés à la cause de l'Indien par des motifs d'ordre professionnel ou par des sentiments purement humanitaires, se sentent obligés de s'adresser publiquement aux autorités des pays et même à la conscience nationale, dans l'intention de susciter l'intérêt et d'attirer l'attention sur les menaces réitérées contre les droits les plus élémentaires des populations indigènes brésiliennes".(2)

Pour nous permettre de mesurer la portée de l'affirmation faite par les évêques et les hommes de science cités plus haut, et pour prouver qu'il ne s'agit pas seulement de menaces mais de véritables violations des droits des populations indigènes, nous citons quelques extraits de journaux et de revues publiés depuis deux ans, c'est-à-dire, depuis le début de la construction des routes dans la région de l'Amazone.

"Voulant répondre aux critiques faites par les frères Villas Boas à la construction de la BR-80 (route nationale), le général Bandeira de Mello, président de la FUNAI (Fondation Nationale de l'Indien) prétendait que la route n'allait créer aucun problème aux indiens"(3).

Pareille affirmation signifie pour les Indiens qu'on ne violera pas leur droit à la terre, qu'on n'occasionnera leur mort ni par la maladie, ni par des conflits violents, qu'on ne les dispersera pas, enfin, qu'on ne détruira pas leur culture.

Cependant, un anthropologue, assesseur du président de la FUNAI (Fondation Nationale de l'Indien) lui-même, avait affirmé: "Nous le savons tous,

une route qui traverse les réserves indiennes, causera d'énormes problèmes aux Indiens, et conséquemment, à la FUNAI" (4). Et, se référant à la route BR-80, le sernatista (habitant du sertão, l'intérieur des terres) Orlando Villas Boas, disait: "Cela n'a apporté dans la région rien d'autre que beuverie et prostitution avec des aventuriers et des ravageurs de la nature" (5).

Au début de l'année, les journaux informaient: "Les trois fonctionnaires de la FUNAI de la succursale de Alalau (Roraima) ont été assassinés, en guise de vengeance, par les indiens Waimiris-Atroaris. Ceux-ci avaient été maltraités, en juin 1972, par des bûcherons engagés pour appuyer les ouvriers de la route Manaus-Caracará" (6).

"La même chose pourrait arriver en d'autres endroits, disait le professeur Eduardo Galvão, du Musée Goeldi de Belém, en prévoyant de violents conflits entre les populations indigènes et l'élément colonisateur de la route périmétrale Nord" (7).

Sur cette route périmétrale, en plus des morts violentes, on constate encore, comme dans tous les cas de contact d'Indiens avec les fronts de pénétration, des cas de mortalités causées par la maladie: "14 indiens Waimiri-Atroari, victimes de la grippe fog" (8).

Voici les commentaires d'un journal de Manaus, sur la situation des Indiens de Roraima: "L'Indien a toujours été et continue d'être une victime sans défense. On envahit ses terres, on pille ses réserves, on outrage ses femmes. La police de Boa Vista le sait très bien... la FUNAI aussi... nous sommes les seuls à l'ignorer, parce que l'Indien doit continuer à être exterminé sous le regard protecteur de la FUNAI..." (9).

La route BR-80 qui a divisé la tribu Tukarramãe a provoqué une réaction en chaîne. "Comme conséquence de cette réaction en chaîne, d'autres problèmes surgiront et, quand on en prendra conscience, beaucoup d'Indiens auront déjà disparus: "chez les indiens Tukarramãe, 4 morts, 20 malades en danger de mort et 70 hospitalisés, voilà le résultat de l'épidémie de rougeole, une des plus

graves crises de maladie à sévir sur le territoire du "Parque Nacional (Réserve d'Indiens) de Xingu, présentement coupé en deux par la route BR-80" (11)

Cependant, si on se place du point de vue du système en vigueur, cette calamité est justifiable "car le Parc National de Xingu ne peut empêcher le progrès du pays" comme l'exprimait le président de la FUNAI, le général Bandeira de Mallo (12). Un poète, anticipant une réponse à cette affirmation, avait écrit: "... qu'il se glorifie d'une extermination séculaire en lui donnant le nom de progrès; moi, modeste chanteur du peuple éteint, je pleurerai dans les immenses sépulcres qui s'étendent de la mer jusqu'aux Andes et de la rivière Prata jusqu'à la mer, large et douce de l'Amazone." (13)

Pareille violation des droits des Indiens ne constitue aucun problème pour la FUNAI, car selon le député Jérônimo Santana, "cet organisme a laissé tomber dans l'oubli le sens du message du Maréchal Rondon --s'il le faut, mourir, mais tuer, jamais--. Présentement, la FUNAI, pour protéger ses intérêts, tient compte de tout sauf de l'Indien lui-même." (14)

Le discours du général Bandeira de Mello fait beaucoup plus écho aux paroles des propriétaires fonciers de l'Amazone, qu'il n'exprime les sentiments du président d'un organisme créé pour défendre les droits des indiens: "Faisant allusion aux orientations de la FUNAI pour l'année 1972, il maintenait encore que l'Indien ne peut par retarder le développement" (15)

Le simple fait de la construction d'une route en territoire indigène constitue une violation des droits de l'Indien sur ses terres. Une autorité en la matière, Gonzalo Rúbio, directeur de l'Institut Indigéniste Interaméricain, déclarait: "Des éléments nouveaux s'ajoutent aujourd'hui à l'action menée contre les indigènes dans le passé par les aventuriers et les explorateurs: ce sont les routes et les forces du progrès. On ne peut nier qu'ils nuisent énormément à la vie des quelques groupes restants, même si, en principe, ce n'était pas voulu". (16) L'éloquente déclaration de l'ingénieur Claudio Pontes, membre de l'Entreprise Industrielle et Technique, vient, de fait, confirmer cette affirmation: "En aucun moment le travail ne sera inter-

rompu, même s'il surgit des problèmes avec les Indiens". (17)

Les conflits apparaissent inévitablement: "Ouvriers et ingénieurs de la COTERRA (compagnie d'aplanissement des terres qui constuit la route BR-80) ont été reçus à coups de balles en essayant de s'approcher du village des indiens Tukirramãe..." (18)

Un ultimatum, un vol et un combat armé, joints à une tension grandissante dans la localité, ont prouvé, il y a deux semaines, que les Indiens de Xingu n'ont pas encore accepté cette route". (19)

En résumé: "La Transamazonienne et les autres routes en construction au Nord du pays encerclent totalement une population de 80 mille Indiens brésiliens, les condamnant à la disparition". (20)

D'ailleurs, le territoire de l'Amazone est considéré comme n'appartenant à personne et le triste exemple du manque de respect envers les droits de ses occupants légitimes vient malheureusement de haut: "Quand on veut faire quelque chose dans l'Amazone, on n'a pas à demander la permission à qui que ce soit: on le fait", soutenait le colonel Carlos Aloisio Weber. (21)

Il est déjà intolérable que d'autres organismes du gouvernement, responsables eux aussi des biens matériels de l'Amazone, se taisent, car cette omission constitue, selon l'expression du général Olímpio Mourão Filho: "une absurdité. Nous finirons par transformer la forêt en désert" (22). Mais, que l'organisme créé pour défendre les droits des Indiens soit "le grand absent des forêts amazoniennes" comme a pu le constater le général Frederico Rondon, à l'occasion de son deuxième voyage au Nord, cela dépasse les limites de l'absurde. (23)

L'image que nous avons de l'Amazone, cette immensité pleine de mystères et de défis, qui offre tant de prise au mythe de la "conquête" peut facilement atténuer la responsabilité de la FUNAI. Cependant, si nous passons à l'extrême sud du pays, nous entendrons d'aussi tristes témoignages, tel celui de Carlos de Araujo Moreiro Neto: "En ce qui concerne le problème spécifique qui vient d'être discuté, c'est-à-dire, la situation actuelle des Indiens Kain-

gang du Rio Grande do Sul, principalement en ce qui touche aux invasions successives de Nonoai par des intrus, la position de la FUNAI et d'autres secteurs officiels concernés, est, selon son habitude, prudente et dilatoire, ce qui renforce le maintien du "statu quo". En ce sens, il n'y a aucune différence entre l'action de la Funai et celle du SPI (Service de Protection à l'Indien), tous deux incapables de modification significative à l'intérieur du système général d'exploitation et d'aviilissement auquel ils ont été (et sont encore) soumis.

A propos des Indiens du Sud, nous pouvons citer aussi l'opinion d'un autre anthropologue, le professeur Silvio Coetho dos Santos, directeur du Musée d'anthropologie de l'Université Fédérale de Santa Catarina: "... je connais la situation des Indiens des Etats du Parana, de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul, car j'ai mis sur pied un vaste projet de recherche en cette région. La situation est lamentable partout mais elle s'aggrave toujours quand les Indiens sont en contact avec les Blancs" (25).

"Ivres, mal vêtus et affamés, cachés dans la forêt ou mendiant de par les routes, les quelques milliers d'indiens de Rio Grande do Sul passent inaperçus pendant qu'abondent, depuis quelques mois les informations sur leurs frères de race (du Nord)" (26).

L'ingénieur Moisés Westphalen, professeur universitaire et homme très versé dans les problèmes indigènes, affirmait que "le gouvernement du Rio Grande do Sul avait toujours participé à l'exploitation de la terre des Indiens et que la FUNAI était une morte-vivante. La façon de traiter les Indiens du Rio Grande do Sul est ni plus ni moins un génocide, car ils ne peuvent pas vivre sans terre" (27).

Si nous suivons les Indiens brésiliens sur leur route de misère et de faim, nous les retrouverons aussi à São Paulo où "ils passent leurs journées à mendier, dormant sous les ponts et buvant tout ce qui leur tombe sous la main. Vêtus de haillons, ils traînent dans les quartiers aux environs de Santo Amaro" (28).

Dans le Mato Grosso, les indiens Xavantes sont en alerte, toujours

prêts à réagir contre n'importe quelle invasion dans leurs réserves" (29). Les Tapirapés ont été récemment "menacés d'être rejetés hors de leur territoire par la FUNAI" qui, cédant aux pressions de la Compagnie Colonisatrice Tapiraguaia, voulait les transférer sur une île: Ilha do Bananal (30).

"Les indiens Galera et Sararé du groupe Nhambiguara, que la FUNAI est en train de transférer dans une réserve indigène, se trouvent dans un état de santé tellement précaire que, tout récemment, une épidémie de grippe transmise par les Blancs, a causé la mort de presque tous les adolescents dans les âges de 13-15 ans" (31). Le transfert des indiens de Nambikuara est une pression de puissants groupes économiques qui les obligent à céder leurs terres.

Des nouvelles provenant de Cuiabá racontent que les Kaiabi ont sollicité des armes à la FUNAI "afin d'affronter certains cultivateurs des environs de Porto dos Gauchos qui continuent d'envahir leurs territoires" (32).

A Goiás, on relate que "250 indiens Xerentes essaient d'assumer le contrôle du municípe de Tocatinas, après avoir pillé quelques fermes. Les indiens revendiquent le droit de propriété sur le territoire qu'ils habitent" (33).

A propos des indiens Karajás de Ilha do Bananal, dans l'état de Goiás, nous lisons des témoignages comme celui-ci: "Voyez: les civilisés ont construit ici leurs hôtels afin d'assister à la décadence d'une autre civilisation. Quelle barbarie!" Cette barbarie dont parle l'officier de la FAB (Force Aérienne Brésilienne) est le spectacle qui peut être contemplé de la terrasse de l'hôtel Kennedy sur cette île: "Les indiens Carajás, revenant ivres de la ville de Saint Félix, traversent la rivière en hurlant dans la nuit" (34). Encore à propos des Karajás, nous avons appris qu'une lettre avait été envoyée de Luciara, le Jour de l'Indien, au directeur du Parc Indigène d'Araguaia, de Ilha do Bananal. Cette lettre signée par 125 indiens Karajás, disait, entre autres choses, ce qui suit: "Nous demandons en leur faveur (les Indiens Karajás de Luciara) une intervention immédiate de la FUNAI. Plusieurs sont gravement atteints de tuberculose. Tous sont absolument abandonnés et ont besoin d'une assistance permanente et exceptionnelle".

Dans l'état de Bahia, malgré le nombre restreint d'Indiens qui y vivent

234

nous nous heurtons à la même situation: leurs droits ne sont pas respectés et cela entraîne les mêmes conséquences qu'ailleurs: "Des hommes livrés à la boisson, des femmes transformées en employées domestiques, des enfants qui meurent avant d'avoir atteint l'âge d'un an. Voilà la situation des indiens Quiriris, une tribu actuellement en décadence, habitant la ville de Mirandelo, à 293 Km. de Salvador" (35).

Les indiens Pataxós, comme d'ailleurs tous les autres, dans les plans officiels, ont moins de valeur que la flore et la faune: On devrait les protéger tout autant et même plus que la flore et la faune de l'endroit" (36). Et si on met à exécution les plans prévus pour leur transfert, ce sera décréter la fin du dernier droit que la tribu possède encore: celui de vivre sur le territoire où elle est née" (37). La protestation des indiens Pataxós est pathétique: "Nous, indiens, sommes comme la végétation. Nous changer d'endroit nous affecte toujours beaucoup et même souvent nous fait mourir. Nous refusons de partir d'ici parce que nous y étions bien avant l'existence du parc, et ce coin de terre, bon ou mauvais, nous appartient. C'est ici que sont nés, ont grandi, sont morts et ont été enterrés nos pères et nos ancêtres" (38).

Au Para, "les indiens Gaviões ont fini par être transférés à un autre endroit par la FUNAI. Mais ils étaient tellement bouleversés que les femmes en sont arrivées à avorter parce que les enfants, selon elles, rendaient le déplacement de la tribu plus difficile. Et la tribu changeait constamment d'endroit, fuyant les Blancs" (39). Un groupe d'entre eux, "affamé et en guenilles" est arrivé à Fortaleza pour demander de l'aide. Dans leur langage simple, ces Indiens ont dénoncé la FUNAI parce qu'elle est dirigée par un homme civilisé et pour eux, le civilisé est celui qui trompe l'indien" (40).

Le même drame de l'Indien se joue au Nord-Est, où les Xucurus, Fulniõs, Pankarurus et Hamués... survivent même s'ils ont été confinés sur des petits coins de leurs anciens territoires. Ils errent ça et là, expulsés d'un endroit à un autre" (41).

"A Rondônia, l'occupation affecte à la fois l'indien et l'écologiste" (42). La mort frappe partout et les responsables en sont "tous ceux qui envahissent les terres des Indiens pour en exploiter les matières premières", comme a été obligé de le reconnaître le président de la FUNAI lui-même (43).

Mais la véritable responsabilité retombe sur la FUNAI "qui a permis aux entreprises de minéralisation d'exploiter le minerai sur le territoire indigène", comme le constatait si bien la Chambre des Députés à Brasília (44).

Il est évident, d'après ce rapide échantillonnage de la situation des Indiens, que "l'Indien du Brésil est en voie de disparition. Dans les conflits apportés par les progrès de la civilisation blanche, l'Indien brésilien est toujours celui qui a le dessous. Cette extermination n'est pas seulement le produit d'armes plus puissantes. Elle a des causes biologiques introduites avec l'arrivée des Blancs", comme l'affirmait le Professeur Newton Freire Maia, Directeur du Département de Génétique de l'Université du Parana (45).

Malgré la création d'un nouvel organisme pour répondre aux besoins des populations indigènes, il n'y a eu aucune amélioration dans la situation des Indiens. Elle s'est même souvent aggravée, d'après la description du Groupe de travail constitué par un décret présidentiel en mai 1968: "En ce qui concerne la puissante législation qui, depuis la période coloniale, prétend vouloir venir en aide à notre Indien, elle continue de manquer de respect à l'habitant des forêts. Les difficultés qui surgissent quand il s'agit de faire observer ces lois et la longueur interminable des procès dans les cas d'invasion ou de prise de possession encouragent à continuer l'expoliation des terres indigènes. Les terres ont toujours été enlevées aux indiens de façon illégitime, que ce soit par fraude ou par violence. Et ce délit est presque toujours couvert par une loi, un décret ou un acte administratif qui le rendent soudain légitime (46). La FUNAI ou le SPI, c'est la même chose, s'exclamaient amèrement un chef Karajá...

"Les frères Villas Boas protestent", c'était le titre de la nouvelle de ce qui est à la vérité un complot contre le Parc Indigène de Xingu, endossé par la FUNAI et défendu par le général Ismarth de Araújo, le surintendant de l'organisme, sous prétexte d'intégration: "l'Indien intégré, selon le bulletin de l'organisme, c'est celui qui est converti en main-d'oeuvre". Pour les sertanistas, c'est un mal. Cette politique a été caractérisée par l'oppression" (47). Le problème de fond se maintient, en ce qui concerne l'explication postérieure du surintendant qui persiste à défendre l'intégration et qui va jusqu'à la qualifier de "lente et harmonieuse" (48).

Pour mettre fin à ce relevé de faits, nous laissons la parole à un de nos plus sensibles poètes actuels: "Oubliés, ces hommes de l'arc et de la flèche -ils se laissent consumer au nom de l'intégration qui désintègre -la racine de l'être et de la vie. -"Vous êtes obligés de vêtir le pantalon -la chemise, le soulier et le mouchoir -pendant qu'à Leblon nous nous dépouillons -de toute convention et accueillons la nature..." -Noël, tu l'as dit -la civilisation qui sacrifie des peuples et des cultures antiques -est une farce immorale" (49).

2.- LES CAUSES DE LA DISPARITION DES INDIENS

Ce relevé trop concis et trop incomplet de la situation de nos populations indigènes aurait quand même du sens pour nous s'il nous permettait d'alerter la conscience de tous les Brésiliens et d'être une réponse à l'appel lancé par le général Antonio Coutinho, délégué à la FUNAI: "Si l'Eglise n'élève pas la voix dans le monde, les indiens... seront toujours massacrés" (50).

Quelques rares signes d'éveil des consciences commencent à poindre, mais devant la sombre réalité, les gens ne parviennent pas à dépasser une "énorme sensation de culpabilité", parce que "bien au fond, ce qui est fait est un crime", comme l'admettait tristement le sertanista Antonio Cotrim Neto (51).

On doit reconnaître que les journaux ont abondé en nouvelles sur les Indiens, mais ils se sont heurtés à l'indifférence de notre peuple qui possède une vision erronée, superficielle et tendancieuse des populations indigènes. Pour la plupart des gens, l'Indien n'est rien d'autre qu'un "sauvage" ou une pièce de musée.

Que nous le voulions ou non, cette problématique est aussi la nôtre. Pour aider à mieux la comprendre et l'interpréter, nous présentons quelques pistes qui permettent d'analyser les causes de la mort lente des populations indigènes.

2.1.- La politique indigéniste du gouvernement

Les populations indigènes sont victimes de toutes sortes d'injustices. La politique indigéniste elle-même, parce qu'elle est plus politique qu'indigéniste, mérite actuellement les critiques les plus sévères, au point d'être considérée "comme privée de tout mérite et remplie d'un amoncellement de contradictions" (52).

"Une reformulation immédiate des méthodes adoptées par la FUNAI serait la seule façon d'éviter que les Indiens brésiliens soient détruits par la civilisation" affirmait le sertanista Cotrim (53).

Il y a quelque chose de plus profond et de plus important que les méthodes à reformuler: "La seule solution au problème des Indiens brésiliens est dans la reformulation totale de la politique actuelle adoptée par la FUNAI, disait le Général Rondon" (54).

"Apparemment la FUNAI est une institution très dynamique à qui le pays doit d'incalculables services. Il s'écoule rarement une semaine sans que la presse ne relate une déclaration de son président sur les projets de cette entité et sur les tâches complexes réalisées par ses fonctionnaires. Malheureusement, cette image idyllique de la Fondation Nationale de l'Indien n'est qu'un mythe" (55).

Ce qui caractérise la FUNAI, des plus hauts échelons jusqu'aux simples équipes de contact, c'est le manque de préparation pour la mission qu'elle est appelée à remplir. Elle est devenue une énorme machine bureaucratique centralisée à Brasília et "dont les options sont étrangères au bien-être de la communauté indigène", selon la remarque du Dr. Amaury Sadock (56).

Le Dr. Sadock était le seul parmi les hauts fonctionnaires de la FUNAI à comprendre l'indien. Il a dû présenter sa démission à cause des irrégularités existantes dans l'organisme qui, selon l'opinion du Général Bandeira de Mello "atteignent presque tous les secteurs de la FUNAI, y compris nos rapports d'activités" (57).

Il est impossible de reformuler une politique indigéniste authentique

sans la situer dans l'ensemble de la politique internationale et sans redéfinir les principes et les concepts qui l'animent. Avouons-le, certains conférenciers, préoccupés de préserver la "bonne image" du gouvernement à l'étranger, ont utilisé les termes "acculturation" et "intégration" avec beaucoup d'habileté, les dépouillant de leur contenu anthropologique. On est allé jusqu'à citer la Convention Internationale du Travail avec un schème mental différent, dans une réalité différente et avec des objectifs différents.

"Certaines déclarations attribuées à de hauts fonctionnaires de la Fondation Nationale de l'Indien sont venues éloigner davantage les uns des autres ceux qui s'intéressent à l'Indien d'un point de vue théorique mais qui ne peuvent ni ne doivent s'empêcher de le considérer comme un être humain" (58). Il est donc urgent de reformuler la politique indigéniste et de découvrir pourquoi elle est devenue "une politique contraire aux principes qu'elle défendait quand elle a été créée" (59).

2.2.- La politique du modèle brésilien

Les politiciens à la tête du Brésil, dans leur zèle pour le "développement", encouragent les intérêts économiques de groupes internationaux et d'une minorité de brésiliens qui leur sont liés. Ils ne peuvent poursuivre qu'une politique économiste, et de fait ne font que cela, qu'en donnant la priorité aux produits, plutôt qu'aux travailleurs, au revenu national plutôt qu'à la capacité acquisitive de la population, à la gloire nationale plutôt qu'à la vie des Brésiliens, à la suprématie du Brésil plutôt qu'à la croissance harmonieuse du continent. Ce qui est plus certain encore, c'est que le "modèle brésilien" vise un type de développement qui apportera un enrichissement économique seulement à une petite minorité. Cet enrichissement d'une minorité sera le résultat de la concentration planifiée de la richesse nationale. En termes plus simples, elle sera le vol du résultat du travail et de la souffrance de presque la totalité de la population qui s'appauvrira progressivement (60).

Cette option développentiste est équivoque et a pour conséquence la marginalisation croissante du peuple brésilien, des ouvriers et des sous-

prolétaires, des petits propriétaires de la ville et de la campagne, des gens sans travail ou des mal rémunérés. Mais ce qui est plus grave encore, le pays devient de plus en plus dépendant d'autres pays plus riches et plus forts, empêchant une expérience propre de développement qui serait définie et assumée par les brésiliens eux-mêmes.

C'est en fonction de cette option développentiste que se constituent des organismes administratifs tels que la FUNAI. "Le Brésil est atteint d'une fièvre de "développement" qui pourrait influencer négativement la FUNAI" (61).

Tous les secteurs de l'administration doivent collaborer pour atteindre les mêmes objectifs. Ainsi donc, tous dépendent des directives économiques auxquelles ils doivent se soumettre. Comme ces directives sont à tendance antinationale et antipopulaire, les organismes administratifs deviennent peu à peu les contrôleurs des tensions sociales qui apparaissent. Dans le cas présent, "quand le territoire où vivent uniquement des indiens commencent à recevoir des colons, des bûcherons et des prospecteurs, les autorités solutionnent le conflit inévitable entre les Indiens et les Blancs, en transférant le groupe indigène sur un territoire plus éloigné de la civilisation et, parfois déjà habité par des tribus ennemies". (62)

Le même phénomène se reproduit partout: ce qui importe, ce n'est pas de promouvoir quelque chose, mais "d'intégrer" la population qui peut être intégrée au système en vigueur, le système favorisant le "modèle brésilien".

"Il est évident pour tous qu'avec une telle mentalité et un tel programme développentistes ayant en vue le seul rendement économique, nous nous acheminons fatalement vers une extinction totale des populations indigènes, bien que nous ayons les meilleures intentions, d'excellents statuts et de très belles lois" (63).

L'ex-directeur du SPI, un indigéniste d'expérience, M. Gama Malcher, a affirmé que "la politique définie comme "politique de protection de l'Indien" a, dans la réalité, utilisé l'Indien pour justifier l'existence d'un appareil bureaucratique qui relègue les intérêts des indigènes au second plan afin de satisfaire les intérêts des propriétaires fonciers" (64). Le député Jerônimo Santana dénonçait énergiquement: "La FUNAI... est devenue un organe utilisé

par les groupes qui veulent exploiter les ressources naturelles des réserves où vivent les Indiens.

Aujourd'hui, l'Indien est ce qui compte le moins. L'Indien est un objet, une chose, et la politique employée par la FUNAI le prouve" (65). "Les expressions telles que "le progrès", le "développement", servent de bouclier pour détruire l'ambiance brésilienne naturelle et pour supprimer les indigènes". Voilà la conclusion de la recherche sérieuse faite par l'équipe du quotidien "O Estado de São Paulo", sur "l'indigène du Brésil" (66).

Ce système représente, pour la population pauvre du Brésil, une marginalisation chaque jour plus grande. Pour l'Indien, il signifie la mort. Dernièrement, l'Osservatore della Demenica du Vatican commentait: "ce progrès (du Brésil) est cependant marqué d'un prix écologique: l'extinction des Indiens" (67).

L'occupation de l'Amazone (et du territoire national) fait partie de la politique globale de développement économique même si elle est faite par des compagnies étrangères ou multinationales qui trouvent de grandes possibilités d'investissements hautement lucratifs dans l'exploitation du minerai et du bois ou dans l'organisation d'entreprises agro-péculaires".

Le plan de développement se poursuivra même s'il faut continuer d'employer les méthodes traditionnelles importées qui détruisent la nature. "On dit qu'il faut ouvrir les routes pour peupler, pour fixer l'homme dans l'Amazone. Les routes sont ouvertes, mais les hommes n'y sont pas encore. On abat les forêts, non seulement pour ouvrir des routes, mais aussi pour introduire le bétail... Alors on chasse les indiens hors de leurs réserves, sans égard, pour l'équilibre écologique", disait sévèrement Claudio Villas Boas(68).

Selon Orlando Villas Boas, "S'il est nécessaire d'ouvrir de grandes routes, qu'on le fasse, même au prix de "grandes pertes". Il insistait encore à propos de la BR-80: "Route de politique et non pas de poussée vers l'intérieur" (69). Et selon une vigoureuse dénonciation du Prélat de São Felix do Araguaia (à laquelle on n'a prêté aucune attention), "S'il est nécessaire d'expulser les propriétaires qui y sont enracinés depuis des années et qui, après les Indiens, ont été les seuls défenseurs des richesses de l'endroit, alors, qu'ils soient expulsés à tout prix" (70).

Et s'il s'y trouve des Indiens? On ne peut leur permettre d'entraver la marche du développement. Ils doivent être "assimilés", "acculturés", afin de collaborer au développement national. "Le développement de l'Amazone ne peut être interrompu à cause des Indiens" voilà le titre des déclarations faites par le Ministre Costa Calvacanti qui s'exclamait de façon pathétique: "Et pourquoi doivent-ils être des Indiens éternellement?"

Si les Indiens sont là sans être producteurs selon les critères du capitalisme intégré et dépendant, s'ils ne sont pas propriétaires des entreprises agricoles, alors ils doivent faire place aux nouveaux conquérants. Ils doivent quitter ces terres qui ne leur ont jamais appartenu, ces terres maintenant vendues ou cédées par la "civilisation" à ceux qui vont développer le pays! Ceux-ci peuvent être les derniers à exploiter (ou voler) nos richesses naturelles pour enrichir encore davantage les pays riches... A eux revient le droit de s'approprier ces terres. Si les Indiens, ainsi provoqués et privés de leur droit à un mode de vie naturelle, meurent, droit d'ailleurs théoriquement reconnu, alors, qu'ils meurent! S'ils réagissent, qu'ils soient traités comme s'ils étaient eux-mêmes les envahisseurs de ces terres! Le maréchal Rondon, déjà en 1914, prophétisait tragiquement: "Tôt ou tard, au gré du vent de leurs intérêts personnels, ces propriétaires chasseront les Indiens de ce lieu en toute bonne conscience. Ces derniers, par une inversion monstrueuse des faits, de la raison et de la morale, seront considérés comme des intrus, des brigands et des voleurs" (72).

Faisant écho à la prophétie du Maréchal Rondon, l'Indien Xavante Juruna explique: "... la terre est le seul bien que l'Indien possède dans la vie. Sans elle, il devient triste comme une bête abandonnée... Ils doivent savoir (les Kranhacacores) que le Blanc veut toujours les tromper pour s'arroger leurs terres (73). Les frères Villas Boas ont certainement de crier: "Nos Indiens sont en train de mourir, de disparaître du paysage, chassés définitivement par le boeuf et les pâturages. Présentement, devant le processus de l'occupation de l'Amazone, l'Indien se trouve en marge du développement, comme simple paysage.

Si nous présentons, ici, la politique indigéniste comme étant la cause prochaine de la situation dans laquelle vivent (ou meurent) nos Indiens, nous sommes convaincus que la cause véritable provient directement de la formulation globale de la politique du "modèle brésilien". Et si nous affirmons

qu'il est nécessaire de modifier profondément la politique de la FUNAI, nous maintenons que ce ne sera jamais possible sans une modification radicale de toute la politique brésilienne. Sans cette modification globale, ni la FUNAI ni aucun autre organisme ne pourront dépasser les limites d'un assistancialisme pharisaïque à bon marché en faveur de condamnés à mort, pour camoufler l'appui dissimulé accordé aux grands propriétaires et aux exploités des richesses nationales. Dans ce contexte, le Statut de l'Indien, prôné si haut, ne sera rien de plus qu'une publicité opportuniste ou un hommage posthume.

Il serait inutile de reformuler la FUNAI si la psychose "développementaliste" motivée par des critères économiques exclusifs et par un faux prestige national, continue à dominer la politique globale du pays. Cela équivaudrait à modifier un des wagons sans modifier le système des rails qui se détériore: le désastre est inévitable!

3.- LE FUTUR DE L'INDIEN

Après cette analyse sommaire des causes de la situation des populations indigènes (de la politique indigéniste officielle, fruit de la politique globale du système brésilien) une conclusion rapide serait de dire qu'il n'existe aucune solution au problème. En effet, les fonctionnaires, les missionnaires, les sertanistas et tous ceux qui entrent en contact avec de nouveaux groupes d'Indiens, se sentent pris d'angoisse lorsqu'ils prennent conscience que leur travail a tout simplement servi à retarder (ou accélérer) de quelques années l'extinction de ces groupes.

"C'est avec tristesse, dit Apoena de Meireles, que nous essayons de les attirer, car nous savons que leur futur est sans perspective" (75).

Nous retrouvons la même nostalgie dans les déclarations d'autres sertanistas bien connus. Orlando Villas Boas, revenant, en septembre dernier, d'une mission d'approche, "avait l'air soucieux du destin des Indiens et le qualifiait de tragique" (76).

Mais en février déjà il laissait échapper tristement cette plainte:

"Et combien parmi nous, par la force de circonstances malheureuses et misérables, les trahissions au moment même où nous allions nous donner la main, nous sourire, nous embrasser, enfin, nous témoigner de l'affection mutuelle. Vraiment, nous sommes des malheureux!" (77) Son frère Claude commentait avec autant de mélancolie: "Nous leur avons apporté (aux Indiens) nos maladies, notre intolérance et souvent une extermination criminelle assumée et proclamée" (78).

Antonio Cotrim Neto parlait dans le même sens: "Sans prétendre contribuer à l'enrichissement de groupes économiques par la suppression de cultures primitives (...), la politique indigéniste avancée accepte la thèse que les cultures primitives sont des entraves au développement national. Je suis écoeuré d'être fossoyeur d'Indiens: je suis devenu l'administrateur de cimetières indigènes" (79).

Plusieurs missionnaires endosseraient les paroles énergiques que le missionnaire jésuite Tomás de Aquino Lisboa prononçait au Symposium sur le futur des Indiens Cinta-Larga en mars dernier:

"Le Parc Aripunã sera coupé en deux comme l'a été le Parc de Xingu. Le travail est déjà commencé. Je suis chargé d'approcher ce groupe d'Indiens Cinta-Larga, mais je suis résolu de ne le faire que si les règles du jeu sont maintenues: respecter les indiens, interrompre les travaux de la route jusqu'à ce qu'il soit possible de dialoguer avec eux pour les orienter dans leurs contacts futurs avec les Blancs. Car il est préférable que l'Indien meure en luttant pour ce qui lui appartient, plutôt que de vivre marginalisé en mendiant ce qui lui a toujours appartenu"(80).

Est-il possible que les Indiens constituent maintenant "un peuple dont les jours sont comptés?" (81), demandait Claudio Villas Boas; "les Indiens n'auraient-ils pas un destin propre"? (82) Ou encore, dans la meilleure des hypothèses, selon Francisco Mereles: "l'Indien n'aurait-il comme destin propre que la marginalisation"? (83).

Malgré cette perspective tragique ou mieux, à cause d'elle, il faut sauver les peuples indigènes, actuellement en voie de disparition. Ils sont plus qu'un patrimoine historique de l'humanité, ils sont partie intégrante

de cette humanité vivante.

C'est pourquoi on devrait mobiliser uniquement des personnes ou des groupes conscients, compétents et désintéressés pour évaluer ce problème.

Il n'est pas possible de continuer à dire sur tous les tons: "Les Indiens en ont assez d'être Indiens. Ils veulent bénéficier des programmes du gouvernement" (84). S'il est déjà bizarre que le Ministre Mario Andreazza parle ainsi, il est encore plus bizarre que le Général Frederico Rondon affirme "qu'on doit promouvoir l'intégration totale (?) moyennant l'absorption de la main d'oeuvre indigène" (85). Et le Général Bandeira de Mello, directeur de la FUNAI, proclame que "l'assistance à l'Indien doit être la plus complète possible, mais ne doit pas entraver le développement de l'Amazonie" (86). Dans ce contexte, la grossièreté du Député Gastão Müller n'est pas surprenante: "Si les cultivateurs le voulaient, ils pourraient engager une lutte armée et ils vaincraient facilement les Indiens" (87).

Pareilles affirmations, accompagnées de multiples faits lamentables, viennent confirmer les dénonciations de génocide...

En ce qui concerne les déclarations réitérées du Ministre de l'Intérieur, telles que: "le problème des indiens est un problème du Brésil entier" (88); "Les autres pays n'ont pas la moindre connaissance du problème brésilien", il s'agit d'un problème de l'humanité dont les causes et motivations sont peut-être plus connues dans les pays où existe la liberté d'information et de débat. Enfin, ce sont des millions d'êtres humains dans les Amériques et quelques milliers au Brésil, qui, depuis quatre siècles, endurent les plus grandes injustices de la part d'une "race" qui prétend être supérieure.

Si le degré de conscience de l'humanité correspondait au volume d'informations données, une telle situation d'injustices ne serait plus tolérée. C'est le regard fixé sur le verdict de l'Histoire, traduction du jugement de Dieu, que le Brésil devrait résoudre comme question de sécurité nationale et économique, mais comme une exigence de la dignité humaine et de l'honneur du peuple brésilien.

Seulement, de cette façon, serait-il légitime qu'une politique indigéniste brésilienne prenne appui sur un document international?

Evidemment, le problème indigène du Brésil ne pourra être évalué, et encore moins solutionné, que s'il est situé dans l'ensemble du contexte international. Il ne pourra non plus être résolu s'il est isolé du contexte national, c'est-à-dire, en tenant compte du fait que les Indiens constituent à peine quelques milliers d'hommes parmi des millions de brésiliens marginalisés, écrasés par une majorité puissante. On doit admettre "qu'au nom d'une politique d'intégration qui n'a pas même réussi à intégrer les civilisés, personne n'a le droit de violenter une culture qui, même primitive, a garanti la subsistance séculaire de ces peuples. La société civilisée aura le droit de parler d'intégration de l'Indien, le jour où, dans son milieu, personne ne mourra de faim" (91).

Il y a des siècles, affirment les frères Villas Boas, que les Indiens survivent grâce à la chasse, la pêche et l'agriculture rudimentaire. Ils sont heureux avec leurs croyances et leurs rites d'une beauté extraordinaire. Pourquoi alors détruire cette culture séculaire? Simplement pour imposer notre système de vie aux indiens? Civiliser, pourquoi? Détruire l'organisation tribale pour ensuite laisser les Indiens marginalisés dans notre société? (92).

Il serait urgent, toujours dans la perspective d'un changement profond de la politique brésilienne, d'organiser un groupe diversifié, constitué d'Indiens, de missionnaires, de sernatistas, d'anthropologues et d'autres spécialistes, afin de favoriser le dialogue interculturel authentique, un harmonieux partage de vie et la collaboration de nos peuples différents.

On doit reconnaître que cette vision et cette conscience socio-politique ont souvent manqué aux institutions chrétiennes, plutôt préoccupées de "donner assistance" aux Indiens. Conséquemment, sous les prétextes équivoques d'une charité aliénée, ils ont souvent trahi leur mission évangélique en en défendant pas les Indiens contre la mort physique et culturelle ou en ne respectant pas la liberté et la dignité de la personne humaine.

Les prêtres catholiques eux-mêmes, selon un récent article de la presse,

après plus de 400 ans de catéchèse, se sont vus dans l'obligation de changer leur tactique. S'il continuait à marcher dans les traces d'Anchieta et Nonbrega (sic) ils provoqueraient certainement la désagrégation, la marginalisation, la destruction et la mort des derniers groupes indigènes brésiliens. Leur changement de tactique a été justement dans le sens du respect de l'indigène avec ses croyances et son mode de vie, et de valorisation de sa culture au lieu d'une constante imposition de la culture des civilisés" (93).

Si les Missions religieuses étaient transformées, elles contribueraient à créer cette vision d'une nouvelle politique indigéniste et la rendrait peut-être possible. Elles devraient d'abord poser des exigences quant à la préparation des missionnaires car leur travail atteint le coeur, le noyau central des cultures indigènes. Car, à moins d'être dûment qualifié, personne ne devrait intervenir dans la solution du problème indigène. Pensons-y: toucher au coeur sans la science et l'adresse d'une équipe de cardiologues mettrait fatalement en danger de mort celui-là même à qui nous voulons faire du bien.

La responsabilité du médecin charlatan est toujours grave, mais dans le domaine de l'acculturation, elle s'aggrave de beaucoup car il s'agit, non pas d'un seul individu, mais de tout un peuple et de toute une culture.

En plus, pour l'efficacité du travail, une certaine asepsie devient nécessaire, non pas dans le sens d'un isolement total, mais dans le sens d'une préparation des populations environnantes. Pour les Indiens, tous les Blancs ou les civilisés, représentent d'une certaine façon le "christianisme" dont les missionnaires se réclament et, par conséquent, le message qu'ils veulent transmettre. Il est donc nécessaire de veiller soigneusement à l'évangélisation de ces populations environnantes.

D'après l'enseignement du missionnaire anthropologue Adalberto Holanda Pereira: "L'Indien est tout simplement différent de nous. Il a le droit de poursuivre SA vie à côté de la nôtre. (...) Dans la plus grande symétrie entre les systèmes d'interaction, nous transmettons à l'Indien les traits culturels qu'il désire recevoir et nous recevons de lui ce qu'il peut nous transmettre" (94).

4.- CHEMINS D'ESPERANCE

Tout en voyant poindre des signes positifs tels que la création du CIMI (Conseil Indigéniste Missionnaire), des rencontres oucuméniques, une nouvelle mentalité missionnaire, nous restons insatisfaits de notre travail et nous ne pouvons pas oublier le caractère dramatique de la situation décrite pertinemment dans la "Lettre des Caciques de Totouro" (R.G.S.). Ce qui suit a été tiré de la copie originale de ce message incisif:

"Je voudrais voir des gens d'une autre origine, des gens qui ne soient pas Indiens. Je voudrais voir un Portugais passer par ce que nous passons, sans avoir personne de son côté. Je voudrais voir un Italien sans culture: les mains liées, les yeux fermés à l'enseignement, les oreilles sourdes à l'enseignement, sans aucun droit dans la société, sans droit à un tout petit coin de terre, sans droit à l'éducation de ses fils. A notre façon de voir tous nos frères du monde, nous croyons que nous sommes des égaux. Nous sommes faits de chair humaine comme eux et c'est du sang qui circule dans nos veines comme dans les leurs, des pieds à la tête" (95).

Voilà une interpellation qui suscite en nous une question inévitable: Que deviendrait le Brésil s'il prenait effectivement l'Indien en considération? Sans doute, cette question fait trembler plusieurs autorités et plusieurs brésiliens de mentalité capitaliste et impérialiste. Cela prouve que, consciemment ou non, ils sont en faveur de la suppression de ces populations qui constituent, par leurs valeurs positives, une contestation vivante du système capitaliste et de certaines "valeurs" de la prétendue "civilisation chrétienne".

Si on posait une deuxième question: "Que deviendrait l'Eglise, si elle prenait vraiment l'Indien en considération?", un grand nombre de nos frères dans la foi seraient embarrassés. Si nous regardions de façon positive les valeurs vécues par les Indiens et que nous laissions ces derniers critiquer les nôtres, le jugement porté sur nous nous placerait dans une situation inconfortable.

Les mêmes malaises se feraient sentir dans l'Eglise et dans la société brésilienne si cette autre question était posée: "Que deviendraient le Brésil ou notre Eglise s'ils prenaient vraiment en considération les valeurs du

peuple marginalisé des villes ou des campagnes?..."

A cause de cela, nous invitons tout le monde à assumer avec nous ce compromis et nous proposons, en premier lieu, la poursuite d'un combat plein d'espérance en faveur des droits des peuples indigènes. Même si tous les faits nous incitent au découragement et au désespoir, nous endossons la détermination de nos frères Indiens de vivre et de lutter pour la préservation de leur culture. Nous ne travaillons pas pour une cause perdue. Il s'agit d'une cause profondément humaine pour laquelle il vaut la peine de mourir si cela s'avère nécessaire. Nous trahirions notre mission si nous nous résignons à être les ministres d'un Baptême "in articulo mortis".

En deuxième lieu, nous refuserons d'être les instruments du système capitaliste brésilien. Nous ne ferons rien pour collaborer avec ceux qui essaient "d'attirer", de "pacifier", de "calmer" les Indiens, afin de favoriser la pénétration des propriétaires fonciers et de tous les exploiters de minerai et d'autres richesses. Au contraire, nous nous unirons à nos frères indiens pour dénoncer courageusement ces procédés. Nous nous opposerons à un type d'intégration qui viendrait à peine transformer nos frères indiens en main d'oeuvre à bon marché et augmenterait davantage encore les classes marginalisées, qui dans le fonctionnement actuel du système de production, contribuent à l'enrichissement de ceux qui sont déjà riches. Moins encore collaborerons-nous à cette action criminelle qui vise à transformer l'Indien en un être humain ayant toujours besoin de tutelle. Il n'est ni un mineur ni un invalide. Le droit à l'autonomie lui est assuré par la Nature et par Dieu, maître des consciences et protecteur des droits humains. Elle ne peut être conditionnée par des critères d'une supposée "intégration".

En troisième lieu, l'objectif de notre travail ne sera pas de civiliser" les indiens. Nous sommes convaincus, avec le grand précurseur Bartolomeu de Las Casas, qu'ils peuvent nous donner plusieurs leçons, autant pour la vie monastique que pour la vie économique et politique. Ils pourraient même nous montrer à vivre" (96). Ce serait trahir l'Evangile que d'en faire l'instrument d'une société qui "se déshumanise" -écrivait Claudio Villas Boas- et cela rendrait les relations entre les personnes de plus en plus difficiles et de plus en plus distantes. J'ai hâte de retourner à Xingu, une hâte

consument, existentielle. Là, je crois que je pourrai mieux les comprendre. En résumé: n'étant pas moi-même en train d'étouffer, je comprendrai mieux celui qui étouffe" (97).

D'un autre côté, nous nous sommes engagés avec le peuple indigène et nous pouvons affirmer ce qui suit:

Il y a chez eux des valeurs vitales qui les constituent comme peuples et, conséquemment, leur donne des droits qui ne peuvent pas être piétinés. "Comme être humain -proclame Apoena- l'Indien demeure toujours victime des décisions souvent arbitraires de ceux qui prétendent diriger leur destin" (98). L'unique attitude valable serait de les respecter comme peuples et, dans un dialogue réel et positif, de progresser ensemble comme membres de la même communauté humaine. Tout type d'intervention qui cherche à leur enseigner les coutumes et les modèles de notre culture serait ou bien de la domination directe ou bien de la charité puerisante. Seul un dialogue axé sur la reconnaissance de leurs valeurs et de leurs droits pourra être authentique et positif pour les deux partis.

Sans tomber dans la vision idyllique de Rousseau nous nous sentons pressés de reconnaître et de proclamer certaines valeurs qui nous semblent plus humaines, et par le fait même, plus évangéliques que celles vécues par nos "civilisés" et constituant une véritable protestation contre notre société:

(1) Les peuples indigènes, en général, ont un système d'usage de la terre basé sur l'intérêt social et non sur l'intérêt particulier. Cette tradition est en profonde consonnance avec tout l'enseignement biblique de l'A.T. au N.T. sur la possession et l'usage de la terre (99). C'est façon de saper à la racine la possibilité de domination des uns par les autres, qui est basée sur l'exploitation particulière des biens de production. Comme le fait remarquer Antonio Cotrim Neto: "le Blanc apporte avec lui son concept de propriété privée qui fait surgir des conflits dans le village" (100).

(2) Toute la production, fruit du travail et du profit des richesses de la nature, donc toute l'économie, est basée sur les nécessités du peuple et non sur le profit. On produit pour vivre. On n'exploite pas le travail

pour le profit. "L'indien ne se préoccupe pas d'accumuler des biens d'aucune sorte -nous dit le jésuite Adalberto Pereira- et n'est pas porté à acquérir un prestige économique ou un statut social. La compétition économique et les attitudes d'ambition lui sont étrangères. Il vit le système communautaire de production et de consommation avec la répartition du travail selon le sexe" (101).

L'unique finalité de l'organisation sociale est de garantir la subsistance et les droits de tous et non les privilèges de quelques-uns. L'aspect communautaire prévaut sur l'aspect individuel. Toute expression culturelle vise à célébrer et à approfondir ce sens de la communauté. En cela réside la source de paix et d'harmonie enviées par les sertanistas: "nos frères des bois -commente Claudio Villas Boas- vivent d'une façon équilibrée et harmonieuse. Sans posséder toute cette sophistication économique, ils sont épanouis et heureux" (102), ce qui fait rêver Francisco Meireles: "Au fond de moi-même, j'aimerais qu'ils puissent être maintenus dans leurs villages et que nous, les civilisés, au lieu de leur inculquer nos modèles culturels, apprenions avec eux le secret de la vie harmonieuse avec la nature et dans la tribu" (103).

(4) Le processus d'éducation est caractérisé par l'exercice de la liberté. "Ils apprennent à être libres dès l'enfance -dit Luiz Ribeiro- car jamais un père n'oblige son fils à faire ce qu'il ne veut pas. Un père ne bat jamais son fils, si grande qu'ait été sa désobéissance" (...) "L'Indien est avant tout un homme libre. Il ne dépend de personne pour le soutien de sa famille, car il y subvient lui-même par la pêche et la chasse pendant que sa femme s'occupe de la petite récolte de subsistance. Ainsi il a la possibilité de ne rien devoir à personne. Ni à son père, ni au chef de la tribu" (104).

(5) Le pouvoir, loin d'être despotique, est partagé. "Ainsi le chef n'est pas celui qui commande mais le sage qui conseille. Si les indiens suivent ou non ses conseils, ce n'est pas son problème. Il n'est qu'un leader qui donne une opinion, pas un patron qui détermine ce qui doit être fait. Même en cas de guerre, le chef ne pourra jamais décréter la participation de tous au combat" (105). Ceci signifie qu'entre eux, l'autorité est

vraiment un service pour la communauté et non une domination. Dans ces conditions, évidemment, il n'y a pas de place pour les institutions de gendarmerie et de coercition.

(6) Les populations indigènes vivent en harmonie avec la nature et ses phénomènes pendant que nous continuons à polluer, à détruire une nature épuisée pour la substituer à l'habitat dans lequel nous vivons: "Les indiens, contrairement aux blancs, vivent en harmonie avec la nature. Il n'y a aucun cas de destruction de la flore ou de la faune par aucune tribu qui l'ait habitée. C'est l'opinion d'anthropologues et de spécialistes en indigénisme" (106).

(7) La découverte et l'évolution de la vie sexuelle entrent dans le rythme normal de la vie de l'Indien. On n'y rencontre pas les tabous ou l'adultération qui caractérisent la vie sexuelle dans notre société et la conditionnent tellement. C'est dans un climat de respect que l'indien vit sa vie sexuelle.

Cette énumération de valeurs ne prétend pas être exhaustive. Il ne faut pas oublier non plus que chaque groupe indigène constitue un peuple avec ses caractéristiques propres dont l'expression la plus vive est la langue. Chaque groupe alors vit ces valeurs différemment des autres. Enfin, nous ne sommes pas naïfs au point d'ignorer que l'indigène est aussi marqué par le péché qui prend des formes différentes d'égoïsme commun et qui vient entraver la pleine réalisation d'une intégration authentique de ces valeurs humaines.

Mais ces valeurs existent. Elles doivent donc être respectées et développées. Le travail à entreprendre ne doit pas être décidé POUR les Indiens, mais AVEC eux. Ce sont eux qui développeront leurs valeurs et leurs techniques. Ce sont eux encore qui décideront ce qu'ils doivent prendre de notre culture pour poursuivre leur chemin original, collaborant ainsi au véritable développement intégral du Brésil et de l'Humanité.

Cette année, nous célébrons le 25ième anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme. Profitons-en pour confronter la réalité indigène à la nôtre en ce qui concerne ces Droits. Nous aurons peut-être la surprise de découvrir que les Indiens les respectent beaucoup plus que les nations qui les ont mis par écrit.

Si nous avons le courage et l'humilité de nous mettre à l'écoute de l'Indien, nous serions peut-être amenés à transformer notre mentalité individualiste avec ses structures correspondantes, soit économiques, politiques, sociales et religieuses. Ainsi, au lieu de nous dominer les uns les autres, peut-être pourrions-nous nous mettre à construire un monde de solidarité et de collaboration.

Si, au contraire, comme Eglise ou comme des gens qui se veulent chrétiens, nous continuons de nous présenter aux Indiens avec de belles paroles contredites par nos initiatives capitalistes, nous serons porteurs de scandales profonds et permanents pour ce peuple. Une question posée à un missionnaire par un indien Tupirapé démontre bien ce que nous venons de dire: "Combien les Compagnies (agro-pécaires) payent-elles votre Père du Ciel pour qu'il donne les terres des Indiens?"

Si le chrétien veut révéler l'amour du Père et être signe de salut universel partout où il passe, il doit être, pour les peuples indigènes tout particulièrement, une présence respectueuse, patiente et pleine d'espérance, capable d'assumer, de vivre et de révéler les valeurs légitimes de ces peuples dont la vie exprime l'action millénaire de Dieu. Ainsi il témoignera de la continuité de l'Incarnation du Christ. Car le Christ, avant de commencer son activité publique prophétique "s'est dépouillé de sa divinité" (Phil. 2,7). Il a accepté de vivre les limites d'un milieu humain. Etant homme, il a appris avec les hommes, le langage du dialogue et le geste de communion qui ouvrent les chemins d'une véritable libération.

Il faut se dépouiller de sa culture pour comprendre son frère, l'Indien. Si la communion avec le prochain, l'amour, est le noyau central du message évangélique, il sera attitude de vie avant d'être proclamation verbale. La transcendance de l'Evangile, tant de fois affirmée en théorie et tant de fois niée en pratique par les impositions d'un légalisme rigide, ne pourra être démontrée de façon convainquante qu'à travers un processus d'incarnation au sein des peuples indigènes, assumant leur culture, leur style de vie et leur mode de pensée.

Transmettre l'Evangile signifie instaurer un processus de révélation

libératrice et, avant tout, le vivre dans son dynamisme. L'évangélisation qui s'incarne réellement et loyalement dans le monde des Indiens entendra beaucoup d'appels du Seigneur et découvrira très souvent la présence de Son action dans ce peuple. Au nom de sa mission, il devra être sensible à ces appels et essayer d'en comprendre la signification.

Il devra essayer, avec les Indiens, de découvrir dans leur vie à eux les traces d'un Dieu aimant qui parcourt les chemins de tous les hommes de tous les temps, et les oriente vers le plénitude des temps, qui est Jésus-Christ, l'Homme Nouveau enraciné définitivement dans l'histoire comme le pionnier de la transformation de l'Humanité.

La Résurrection du Seigneur fait éclater les limites du temps et de l'espace, découvrant les horizons d'une Humanité Nouvelle et authentifiant les valeurs pour lesquelles le Christ est mort, ces valeurs de Vérité, de Justice, de Liberté et d'Amour, essentielles à la construction d'une société humaine fraternelle, sacrement, sacrement, annonce et révélation de Dieu notre Père.

La Résurrection du Seigneur ne permet pas qu'un message soit enfermé dans les cadres d'une culture, même si celle-ci est qualifiée de "chrétienne".

La Résurrection du Seigneur ne permet pas que ceux qui l'annoncent soient réduits à l'état de promoteurs d'un système inhumain ou simplement de bonnes gens qui pacifient les conflits pour favoriser les puissants et qui anesthésient les peuples appelés primitifs ou sauvages, pour leur faire des transplantations culturelles mortifères.

La Résurrection du Seigneur, preuve de son pouvoir souverain, est incompatible avec toute attitude de découragement ou de fatalisme, parce qu'elle est la démonstration de la logique divine qui, dans l'opération du Règne, s'arme de la force des faibles et de la sagesse des ignorants.

A cette heure, on nous accusera certainement d'avoir soulevé des problèmes sans apporter de solutions. En réalité, les solutions seront trouvées là où nous précède l'action de l'Esprit. Mieux, il n'y aura pas de solution

tant que nous ne changerons pas nos critères et que nous continuerons à mener une action inconsciente et irresponsable faute de vision claire et lucide. La lumière de la foi ne vient pas annuler, atténuer, ou substituer. Au contraire, elle vient accentuer et clarifier, exigeant une analyse objective et globale de notre réalité.

Dans l'effort que nous faisons pour assumer notre existence, en toutes ses dimensions, nous nous sentons solidaires de tout ce qui existe dans le monde et surtout en Amérique Latine, en faveur de la libération de l'homme et des peuples, et particulièrement en faveur des peuples indigènes.

Enfin, nous nous sentons liés à toute cette lutte pour la configuration d'une solide expérience nationale, ce qui ne signifie par l'acceptation d'un nationalisme étatiste ou de n'importe quel internationalisme impérialiste.

Nous vivons sous le signe de la mort-résurrection du Seigneur. Nos populations indigènes au cours des temps, ont déjà bien payé et douloureusement leur tribut à la mort. C'est maintenant le moment d'annoncer, dans l'espérance, que celui qui devrait mourir, est celui qui doit vivre.

APPENDICE

Le 21 décembre dernier, les journaux publiaient en première page: "Medici interdit l'assistance aux Indiens par les institutions religieuses" (Estado de São Paulo). "Statuts des Indiens sanctionnés par des vetos" avec la note explicative: "Les vetos se réfèrent à la participation de Missions religieuses ou scientifiques dans l'assistance apportée aux communautés indigènes de même qu'à la réalisation de contacts avec les indiens". (Jornal do Brasil)

Le paragraphe unique, Art. 2, qui se lisait ainsi, a également été rejeté:

"Les Missions religieuses et scientifiques ont le droit de venir en aide aux Indiens par des services de nature assistantielle, tout en respectant la loi en vigueur et l'orientation de l'organe fédéral compétent."

Pour justifier ce veto, il est allégué qu'"il convient de préserver l'unité d'action et de contrôler les territoires occupés par les Indiens au nom même du secours et de la protection apportés à l'indigène. Concéder à des groupes privés le droit de participer à cette tâche, créerait, malgré les objectifs élevés qu'ils se proposent, de sérieux embarras à la Nation dans l'exercice de la compétence assistantielle qui lui incombe".

Il était logique que l'article 64 soit rejeté entièrement car il autorise toute organisation sans buts lucratifs, soit religieux, scientifique, ou philanthropique, de venir en aide à l'Indien.

Le Deuxième Paragraphe de l'Art 18 a aussi été rejeté: il se lisait ainsi: "Il est interdit à des tiers d'embaucher des Indiens pour des services tels que la chasse, la pêche, la cueillette des fruits ou pour le travail d'agriculture ou d'extraction de minerai".

De cette justification, nous tenons à souligner la deuxième phrase: "cette loi présente des obstacles à la réalisation des objectifs majeurs du Statut, c'est-à-dire, l'intégration rapide et salutaire de l'Indien dans la civilisation" (Jornal do Brasil, 21/12/73).

Commentant l'attitude du Sénat à l'égard des activités religieuses et scientifiques, voici ce que disait le Père Vincente Cesar, président du Conseil Indigéniste Missionnaire, le 23 novembre dernier: "Les missionnaires défendent les Indiens depuis des siècles et un droit qui a été si longtemps respecté ne peut pas être subitement transformé en une simple soumission dans leurs opérations sans perte pour notre Histoire" (O Estado de São Paulo).

En ce moment, tout commentaire serait superflu car ces interdictions viennent confirmer la vérité de notre exposé: les Indiens sont réduits à la condition d'inférieurs protégés; le gouvernement les traite eux, ainsi que leurs terres, comme des objets d'appropriation; l'intégration dont on parle est absolument injuste.

Si les missionnaires peuvent invoquer un droit qui leur est conféré par l'Évangile, et donc, par Dieu, les spécialistes peuvent, eux aussi, en terme de mandat imprescriptible, invoquer le droit que l'humanité elle-même leur confère.

De nouvelles déclarations ont été faites à la Chambre des Députés par Juarez Bernades qui critiquait les activités de la FUNAI en les mettant dans la catégorie de "désastre social" (Jornal do Brasil, 13/3/74).

Les déclarations faites par Rangel Reis avant d'assumer son poste comme Ministre des Affaires Intérieures, ont choqué tous ceux qui s'intéressent au problème des Indiens. "Le Nouveau Ministre veut en finir avec les réserves indigènes" donnait la manchette du Jornal do Brasil du 9/3/74), et on pouvait lire en première page ses opinions sur "l'assimilation des Indiens brésiliens à la société civile, et l'abandon -aussi rapide que possible- de l'idée de réserves indigènes", car "le problème de l'Indien sera traité dans une nouvelle optique, sans romantisme"... (J.B., id.). De la même façon doit-on nous engager "dans une politique réaliste et honnête" (O Globo, 9/3/74).

Le nouveau président de la FUNAI a essayé de camoufler la note dissonnante d'une telle déclaration en disant que "les récentes déclarations du nouveau Ministre des Affaires Intérieures avaient été mal interprétées (Jornal do Brasil, 12/3/74). Mais la confusion se maintient car tandis que le Ministre dit qu'on doit entreprendre "une politique honnête et réaliste", le président de la FUNAI, le général Ismarth de Araújo dit: "Il y aura continuité dans la politique indigéniste officielle..." (Jornal do Brasil, 12/3/74).

Il serait plus sûr de dire avec le président de CIMI: "La politique de la FUNAI est vacillante" (O Estado de São Paulo, 13/3/74). Elle doit suivre le penchant de la politique "développementaliste" du pays, d'après laquelle l'Indien est considéré comme un obstacle au progrès national. Cependant, affirmait l'anthropologue Roberto da Mata, Directeur du Département d'Anthropologie au Musée National, la question concernant l'Indien doit être posée d'une façon nouvelle, c'est-à-dire: "comment le développement du Brésil pourrait-il tirer profit des groupes de tribus qui vivent sur le territoire national?" (O Globo, 17/3/74).